

Trump renonce à faire céder les démocrates mais il leur réserve un chien de sa chienne !

écrit par Christine Tasin | 28 janvier 2019



Il a finalement renoncé. Les fonctionnaires seront donc payés... jusqu'au 15 février.

Mais, à partir du 15 février, Trump peut remettre ça... Il peut, également, décréter une situation d'urgence qui lui donnerait des pouvoirs extraordinaires et la possibilité de contourner le Congrès...

Chez nous, Macron fait comme il l'entend, sans demander son avis aux députés, il s'en va signer le Pacte de Marrakech, le Traité d'Aix-la-Chapelle... et il se prétend plus démocrate que Trump !

Quoi qu'il en soit, la vengeance étant un plat qui se mange froid, les démocrates pourraient bien, tôt ou tard, payer l'addition.

Trump dit en effet volontiers ceci : « *Ma devise, c'est de toujours rendre la pareille. Quand quelqu'un vous baise, vous lui faites la même chose, en pire.* »

Et les démocrates de pavoiser, pensant qu'il ne parviendrait pas à construire son fameux mur entre le Mexique et les USA.

Sous le poids d'une avalanche de témoignages poignants, d'une facture grandissante et d'une immense pression politique, Donald Trump a finalement renoncé, pour un temps, au financement de son mur à la frontière mexicaine afin de sortir du "shutdown" le plus long de l'histoire des États-Unis.

Il a finalement cédé. Sous le poids d'une avalanche de témoignages poignants, d'une facture grandissante et d'une immense pression politique, Donald Trump a finalement renoncé, pour un temps, au financement de son mur à la frontière mexicaine afin de sortir du "shutdown" le plus long de l'histoire des États-Unis. Donald Trump a fini par accepter ce que les démocrates exigeaient depuis des semaines: sortir de l'impasse budgétaire avant la reprise de toute négociation sur des mesures de contrôle de l'immigration clandestine. Après plus d'un mois de paralysie touchant 800.000 fonctionnaires, privés de salaire, M. Trump s'est dit "*fier*" d'annoncer un accord de fin du "shutdown" partiel, prévoyant un financement des services fédéraux jusqu'au 15 février.

Le Congrès a ensuite approuvé vendredi par consentement unanime cet accord, que Donald Trump a signé, a annoncé la Maison Blanche dans la soirée. "*Espérons que le président a retenu la leçon*", a lancé, victorieux, le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer. "*Il est triste qu'il ait fallu aussi longtemps pour parvenir à une conclusion évidente*", a renchéri la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui a renforcé à travers cette crise sa réputation d'habile stratège. Donald Trump a toutefois menacé d'une nouvelle paralysie budgétaire à partir du 15 février si aucun consensus n'était trouvé sur son projet de mur frontalier. **Voire de déclarer une situation "d'urgence" qui lui permettrait d'activer des pouvoirs extraordinaires afin de contourner le Congrès.**

"Nous n'avons pas d'autre choix que de construire un mur"

puissant ou une barrière en acier", a-t-il insisté. Pas suffisant toutefois pour apaiser une faction de l'aile droite de sa base. Furieuse que Trump ait temporairement cédé, la très conservatrice et influente polémiste Ann Coulter a ainsi accusé le président d'être une "mauviette". Donald Trump reviendra certainement sur le sujet de l'immigration lors du traditionnel discours sur l'état de l'Union, que Nancy Pelosi avait reporté pour cause de "shutdown". La chef démocrate, à qui il revient d'inviter le président, n'a pas précisé vendredi s'il aurait finalement lieu mardi prochain, comme initialement prévu.

6 milliards de dollars

Juste avant cette annonce, la pression s'était nettement accentuée sur Donald Trump et les parlementaires alors que des milliers de fonctionnaires venaient d'être privés d'un second bulletin de salaire. Ces employés fédéraux seront payés rétroactivement, mais ce n'est pas le cas des nombreux sous-traitants également affectés. De grosses perturbations avaient en perturbé le trafic vendredi dans des aéroports de New York et de Philadelphie à cause du manque de personnel, rajoutant à l'urgence de la situation. Des associations de contrôleurs aériens avaient fait part jeudi de leur inquiétude quant aux conséquences du "shutdown" sur la sécurité dans le transport aérien. Un message alarmant répété en boucle dans les médias américains depuis.

Du côté du monde des affaires aussi les voix indignées avaient redoublé cette semaine pour qu'une solution soit trouvée. D'après l'agence de notation Standard and Poor's (S&P), "l'économie américaine a perdu au moins six milliards de dollars" jusqu'à ce vendredi. Soit "plus que les 5,7 milliards de dollars que la Maison Blanche demandait pour le mur frontalier", soulignent ses analystes. Donald Trump et les républicains, majoritaires au Sénat mais pas à la Chambre, étaient majoritairement tenus pour responsables de la

situation, selon les sondages publiés depuis le début de la semaine.

Dans le parti républicain, le malaise était palpable au Sénat face à l'avalanche de témoignages poignants de fonctionnaires et de contractuels. L'aumônier du Sénat avait appelé les parlementaires à agir après les récits de gardes-côtes forcés de recourir à la soupe populaire. Du côté des démocrates, au-delà de la question du mur, il était critique de ne pas céder au tempétueux président de crainte qu'il n'emploie à l'avenir le levier brutal du "shutdown" pour faire passer d'autres projets hautement controversés. *"On ne peut pas prendre les Américains en otage"*, a martelé Chuck Schumer vendredi.

(avec AFP)

<https://www.latribune.fr/technos-medias/telecoms/trump-cede-sur-son-mur-pour-mettre-un-terme-au-shutdown-805267.html>